

Libération, 22 août

Au Maroc, «la femme dans la rue est une proie potentielle ou une bête à abattre »

Par [Dounia Hadni](#)

Au Maroc, deux tiers des cas de violences sexuelles se déroulent dans l'espace public, selon les chiffres de l'Observatoire national de la violence faite aux femmes. Photo Lucy Nicholson. Reuters

Ces dernières semaines, des vidéos devenues virales au Maroc montrent des femmes marocaines en train d'être harcelées, agressées, attaquées dans l'espace public, largement dominé par les hommes.

- Au Maroc, «la femme dans la rue est une proie potentielle ou une bête à abattre»

Se déplacer quand on est une femme au Maroc n'est pas anodin. Et les scènes filmées récemment dans le royaume sont d'une violence inouïe – mais pas si rares. Après [la vidéo prise à Tanger](#) et mise en ligne le 30 juillet d'une femme seule dans un bus à Casablanca, traquée en plein jour par une horde de jeunes hommes sur la corniche, la vidéo d'une agression sexuelle à la limite du viol collectif [a tourné en boucle](#) dans la nuit de dimanche à lundi sur les réseaux sociaux.

On y voit cinq ou six adolescents, torse nu, encercler, déshabiller, violenter, insulter, tout en ricanant, une jeune fille dont on apprendra qu'elle est atteinte d'un handicap mental. Alors qu'elle pleure et hurle au secours, le bus continue de rouler sans qu'aucun passager n'intervienne. La société chargée du transport en commun au Maroc, M'dina Bus, précise que l'agression aurait eu lieu le vendredi 18. Selon la presse locale, [quatre des six suspects âgés de 15 à 17 ans ont été arrêtés lundi](#).

Pour la sociologue et militante féministe Soumaya Naamane Guessous, «*c'est une scène insoutenable qui illustre bien la schizophrénie de la société marocaine, tiraillée entre modernité et conformisme extrême*». Les deux tiers des cas de violences sexuelles se déroulent dans l'espace public, selon les chiffres de l'Observatoire national de la violence faite aux femmes. Il s'agit, dans plus de 90% des cas de viols ou de tentatives de viol dont les victimes sont principalement des femmes de moins de 30 ans.

« La valeur d'un homme est la virilité quand celle de la femme est la virginité »

Loin d'être une évidence, la mixité sociale dans l'espace public au Maroc provoque des réactions primaires du genre : « *Mais qu'est-ce qu'elle vient faire là (cette femme, dans mon espace) ?* » signale le sociologue Abdessamad Djalmy. Une hostilité forte, qui peut se manifester soit sous forme de « *drague lourde* » soit sous forme d'agressions verbales et/ou physiques, jusqu'au viol.

Soumaya Naamane Guessous voit, d'une part, dans ces violences récurrentes des raisons historiques : « *Jusque dans les années 60, les femmes n'ont tout simplement pas le droit*

d'accéder à l'espace public. Du coup, dans les mentalités, la femme dans la rue est une proie potentielle ou une bête à abattre. » D'autre part, le passage de 70% de ruraux en 1960 à 40% aujourd'hui s'est soldé par l'échec de leur insertion sociale. Un élément qui n'aurait pas aidé à enrayer des villes cette mentalité « rétrograde ».

Cela dit, les deux sociologues s'accordent pour désigner le responsable majeur de la multiplication des agressions contre les femmes dans les lieux publics : la frustration sexuelle des Marocains.

« Des comportements prévisibles dans une société comme la nôtre »

Une société où les relations sexuelles hors mariage sont « *haram [interdites, ndlr]* » et punies d'emprisonnement d'un mois à un an (selon l'article 490 du code pénal marocain) est forcément malsaine, explique l'auteure d'*Au-delà de toute pudeur : la sexualité féminine au Maroc (1)*. « *Surtout que l'entourage d'un garçon marocain, y compris la mère, le pousse dès l'adolescence, si ce n'est l'enfance, à pratiquer de quelque manière que ce soit sa sexualité au nom de la virilité. Alors que la femme, elle, est obligée de rester vierge jusqu'au mariage.* »

Pour Abdessamad Dialmy, les comportements dévoilés par ces vidéos sont de ce fait « *normaux ou du moins prévisibles dans une société comme la nôtre* ». Une société où « *la valeur d'un homme est la virilité, quand celle de la femme est la virginité* », précise Soumaya Naamane Guessous. Ce contexte, saupoudré de pornographie, et l'absence d'éducation sexuelle dans les politiques publiques, à l'école comme à la maison, incite les jeunes hommes à se comporter « *comme des taureaux enragés* ».

Et quand ce n'est pas avec l'aval de la société, une véritable omerta s'empare des éventuels témoins de tels actes, paralysés par la peur, confortés par une indifférence caractéristique du phénomène urbain, et de réflexions déculpabilisantes pour les agresseurs et culpabilisantes pour les victimes, de type « *elle l'a bien cherché* », « *elle n'avait qu'à s'habiller autrement* ».

Toujours selon Soumaya Naamane Guessous, l'idée selon laquelle « *il faut que le citoyen protège la oumma [communauté, ndlr] musulmane du chaos* », proférée dans les milieux salafistes circule de plus en plus sur les chaînes satellitaires comme Al-Jazeera, dans les mosquées et même au sein des établissements scolaires, notamment via les cours d'éducation islamique. Si bien que de nombreux jeunes hommes se prennent, sous cette pression médiatique et sociale, pour des « *messies* » qui se doivent de réguler la oumma en la protégeant des femmes, « *menaces pour la piété de l'homme* ».

« Il y a la loi et ceux qui l'exécutent »

La protection des femmes dans l'espace public ne fait toujours pas partie d'un projet de société au Maroc. Seul le harcèlement sexuel au travail – qui consiste à « *abuser de l'autorité qui lui confère ses fonctions* », pour reprendre les termes de la loi – est reconnu et passible d'un à deux ans de prison. [Un projet de loi plus large sur le harcèlement sexuel](#) serait cela dit en cours, selon le ministre des droits de l'homme et haut dirigeant du parti islamiste au pouvoir, Mustapha Ramid.

Par ailleurs, « *il y a la loi, ceux qui l'exécutent et l'opinion publique* », nuance la sociologue, qui soupçonne de nombreux agents de police de laxisme sur ces questions. Pour elle comme pour Abdessamad Dialmy, cela ne peut s'arranger que si les femmes osent porter plainte et que des jugements forts s'ensuivent.

Encore plus inquiétant : le silence assourdissant de l'ensemble des politiques. « *Ce n'est pas tellement l'action du gouvernement islamiste que l'immobilisme de tous les autres partis politiques que je ne m'explique pas* », dénonce Soumaya Naamane Guessous. Et de regretter : « *Tant que ce n'est pas la mère, la fille, la sœur, ou l'épouse qui est attaquée, ce n'est pas un sujet concernant aux yeux de la société marocaine.* »

Commentant l'affaire de Casablanca pour *Libération*, Mustapha Ramid condamne ce « *crime* », et confirme que les suspects vont être présentés devant le procureur concerné. « *Les agressions contre les femmes dans l'espace public ont toujours existé. Ce qui change c'est leur médiatisation sur les réseaux sociaux* », dit le ministre d'Etat, tout en soulignant qu'il ne s'agit pas tant d'un problème de loi que d'éducation. Et de poursuivre, sans pour autant évoquer quelque mesure que ce soit : « *Les agressions contre les femmes existent partout, pas seulement au Maroc.*»

(1) *Au-delà de toute pudeur : la sexualité féminine au Maroc*, Soumaya Naamane Guessous, première édition : 1987, collection Impulsion, 8 euros